
Cameroun et Sierra Leone : les femmes tiennent tête à Socfin

Les communautés traditionnelles, et en particulier les femmes qui en font partie, dénoncent depuis des décennies les graves violations que leur inflige Socfin, une multinationale qui exploite des plantations d'hévéas et de palmiers à huile dans plusieurs pays africains. Les mobilisations et la résistance inébranlable des femmes des communautés dont les terres ont été occupées par Socfin ont récemment porté un coup économique sévère à la société. En février 2026, le fonds de pension public norvégien, le plus grand fonds de pension souverain au monde, a vendu sa participation dans le groupe Bolloré, l'un des principaux actionnaires du groupe Socfin. Cette décision fait suite à une décision similaire prise par le plus grand fonds de pension suisse, BVK.

Fondé en 1909, le groupe Socfin contrôle notamment environ 370 000 hectares de terres dans huit pays africains et deux pays asiatiques pour la production de palmiers à huile et d'hévéas. (1) La liste des accusations portées contre diverses filiales de Socfin dans ces pays est aussi longue que grave : accaparement des terres, violences sexuelles commises à l'encontre de femmes et de filles par des employés de l'entreprise et des hommes travaillant comme gardes dans les plantations, restrictions de la liberté de circulation des communautés entourées par les plantations, harcèlement, violences, intimidations, ainsi que pollution des eaux et des sols.

Pour toutes ces raisons, l'Association des femmes riveraines de Socapalm à Édéa (AFRISE) affirme avec force à propos de la décision du fonds norvégien : « Il est grand temps que les investisseurs prennent des mesures contre Socfin et Bolloré. » Cet appel a été lancé dans un communiqué de presse collectif, signé par 32 organisations, afin de rendre publique la décision du fonds de pension public norvégien et d'encourager d'autres investisseurs à suivre la même voie. (2)

Les femmes membres de l'AFRISE savent de quoi elles parlent. Depuis des années, l'AFRISE mène des actions pour lutter contre les violations subies par les femmes sur leurs propres terres de la part des représentants de Socapalm, filiale camerounaise de Socfin. Socapalm, certifiée par le système international de certification de la « Table ronde sur l'huile de palme durable » (RSPO) malgré les nombreuses accusations portées contre elle, exploite près de 60 000 hectares de plantations industrielles de palmiers à huile au Cameroun. Une grande partie de ces terres ont été illégalement accaparées ou arrachées de force aux communautés traditionnelles. C'est le cas de la communauté d'Apouh à Ngog, à Édea. Là, Socapalm occupe depuis plus de 40 ans des terres acquises de manière illégale auprès d'entreprises et issues d'accaparements fonciers remontant à l'époque coloniale. (3)

En 2023, l'AFRISE a lancé une pétition internationale dans le cadre d'une campagne visant à récupérer ses terres et à empêcher Socapalm de renouveler ses plantations de palmiers à huile autour des habitations et des tombes ancestrales de la communauté. (4) À l'époque, les femmes de l'organisation avaient déclaré : « Nous n'avons pas la vie ici. Parce qu'une vie sans terre n'est rien. Nous voulons la terre pour survivre », concluant : « Nous vivons comme des étrangers sur notre propre terre. Ils ont la liberté, mais nous ne sommes pas libres. » (5)

Les conséquences sont lourdes, surtout pour les femmes, qui utilisent traditionnellement de

nombreuses parties du palmier à huile et pour qui la transformation de l'huile de palme constitue une pratique traditionnelle et essentielle permettant de subvenir aux besoins de leurs familles. « Nous, les femmes, sommes victimes d'abus de la part de cette entreprise. Nous sommes réellement victimes d'abus, car les conditions de notre vie quotidienne, cette situation qui nous fragilise, nous poussent à entrer dans les plantations pour ramasser les noix tombées », dénonce l'AFRISE. Dans une lettre adressée au président du Cameroun de l'époque, dans le cadre de cette même campagne, les femmes de l'AFRISE décrivaient la gravité de leur situation : « Nous négocions l'entrée dans la plantation en livrant nos corps aux gardes de Socapalm, qui en font une condition d'accès à la terre. Réduites depuis des générations à être des voleuses à vie et à des esclaves sexuelles, nous avons perdu notre dignité en tant que femmes en étant privées de nos droits les plus fondamentaux. Nous sommes régulièrement victimes de nombreux autres abus et violences du fait de la présence de cette entreprise sur les terres de nos ancêtres. » (6)

En l'absence de réponse institutionnelle à ses revendications, l'AFRISE a décidé de prendre en main la lutte pour son territoire. En janvier 2025, ces femmes ont planté des cultures vivrières, telles que des bananes et des haricots, sur environ 35 hectares de terres qu'elles avaient récupérées après que Socapalm les avaient défrichées pour renouveler ses plantations. Quelques mois plus tard, l'entreprise a pulvérisé des produits chimiques sur les jeunes plants de bananiers et autres cultures que les femmes avaient planté. Peu après, l'entreprise est revenue, sous la protection de dizaines de soldats armés, pour poursuivre les travaux de replantation. Grâce à sa détermination et à un large soutien international, la communauté a bloqué les engins de chantier et a résisté à la répression violente des forces armées jusqu'à ce que les autorités et les forces armées du gouvernement camerounais interviennent pour défendre les intérêts de Socfin. (7) Bien que la communauté ait dû se retirer de la zone qu'elle avait reprise, la lutte de ces femmes se poursuit.

Les violations auxquelles les femmes d'Apouh à Ngog sont confrontées quotidiennement sont loin de faire exception. Dans d'autres pays, de nombreuses femmes vivent des situations similaires et se sont elles aussi mobilisées pour défendre leurs droits et dénoncer le groupe Socfin ainsi que les violations liées aux activités de plantation de ses sociétés. (8) Parmi elles figurent les femmes de Malen, dans le sud de la Sierra Leone. Depuis son arrivée dans la région en 2011, Socfin a loué de grandes superficies de terres en s'appuyant sur processus brutal qui a affecté près de 52 communautés et plus de 32 000 personnes vivant dans la région. Là où vivaient autrefois les communautés, s'étendent aujourd'hui plus de 12 000 hectares de plantations de palmiers à huile. (9)

Hannan Deen, présidente de l'Association des propriétaires et usagers de terres de Malen (MALOA), se souvient d'une époque marquée par la dignité et l'autonomie, où les communautés vivaient en paix et produisaient de quoi se nourrir grâce à leurs cultures. Mais depuis que Socfin s'est emparée des terres, la vie est devenue très difficile, en particulier pour les femmes. « À un moment donné, nous avons même envisagé de déménager par crainte pour notre sécurité, mais au lieu de partir, nous avons décidé de rester et de nous organiser. » « C'est ainsi que nous avons créé MALOA pour défendre nos droits », explique Hannan Deen dans un documentaire réalisé en partenariat avec l'organisation Women's Network Against Rural Plantations Injustice. (10) Dans cette même vidéo, Aminata Faba, dirigeante communautaire, explique que l'une des principales activités de MALOA consiste à faire mieux connaître les lois sur les droits fonciers (Land Rights Acts), un texte législatif adopté par le gouvernement de la Sierra Leone en 2022 qui renforce les droits fonciers des communautés. Elle rappelle que le refus du chef de son village de vendre les terres communautaires a joué un rôle déterminant dans leur lutte. « Aucune terre à vendre ! », aurait-il déclaré, ce qui lui a valu d'être arrêté et accusé de trahison par le gouvernement. Comme l'expliquent ces femmes dans le documentaire, c'est ce qui arrive à de nombreux propriétaires fonciers qui refusent de vendre ou

de louer leurs terres à des multinationales : ils sont contraints, parfois par la force physique, de laisser la place aux plantations de palmiers à huile des multinationales.

S'opposer aux intérêts d'une multinationale comme Socfin peut être intimidant, surtout quand on est une femme. Le documentaire présente les témoignages de plusieurs femmes de Malen qui défendent les droits de leurs communautés, ainsi que ceux des femmes ayant été victimes de harcèlement et d'abus alors qu'elles travaillaient pour Socfin. La réponse de l'entreprise a toujours été la même : nier tout acte répréhensible, persécuter et criminaliser les personnes concernées.

Aminata Sowa, ancienne cheffe de la localité de Sinjo Malen, évoque les moments de tension qu'elle a vécus après avoir dénoncé les injustices commises par Socfin, ainsi que la nécessité de surmonter la peur : « J'ai été suspendue [de mes fonctions] simplement pour avoir défendu la justice et plaidé en faveur des droits de nos femmes. » Et elle poursuit : « J'ai appris que ceux qui s'opposaient à l'entreprise avaient été condamnés à la flagellation publique. Craignant pour ma sécurité, j'ai fui Malen. J'ai laissé mes enfants derrière moi ; cette séparation a causé de grandes souffrances à ma famille. »

Gadi Rut Maguna a vécu une expérience similaire. Elle était responsable des ressources humaines et présidente de la commission chargée des questions de genre au sein de la filiale de Socfin en Sierra Leone. Après avoir défendu les droits des travailleuses, ses supérieurs lui ont demandé « dans quel camp elle se situait ». Elle a répondu : « Oui, je travaille pour Socfin, mais je suis solidaire des travailleuses parce que je suis l'une d'entre elles. [...] Si je ne défends pas leurs droits, cela aura des répercussions sur nous tous, maintenant et à l'avenir. » Gadi Maguna raconte que les femmes travaillaient sans relâche, sans bénéficier d'aucune garantie de leurs droits. « En tant que présidente de la commission chargée des questions de genre, j'avais également un devoir envers les nombreuses femmes concernées. J'ai tenu bon, j'ai exigé que justice soit rendue aux travailleuses », explique-t-elle dans le documentaire. Elle a été licenciée et, après avoir engagé une action en justice contre Socfin pour faire valoir ses droits du travail, elle a été poursuivie en justice par l'entreprise. Elle a même été arrêtée et sa libération a été conditionnée à l'abandon des poursuites, mais elle a refusé et est restée ferme dans sa quête de justice. Alors qu'elle avait passé huit jours en détention, les femmes de la région se sont mobilisées pour la soutenir, ce qui a conduit à sa libération. Socfin poursuit toujours la procédure engagée contre Maguna, qui dure depuis cinq ans.

À Malen, comme à Apouh à Ngog, la principale lutte des femmes porte sur la terre. Jenebra Samai, une habitante de la région qui a été battue pour avoir défendu des intérêts contraires à ceux de Socfin, raconte : « Depuis que nos terres nous ont été prises, la vie est devenue extrêmement difficile. » Jenebra nous aide à prendre la mesure de la gravité de ce qu'elles vivent au quotidien : « Vous vous rendez compte ? Des enfants sont venus en vacances, ils sont allés cueillir des fruits de palmier pour les manger et se sont fait prendre en flagrant délit ; ils ont été battus, tout comme leurs mères. » Concernant la manière dont les femmes sont amenées à ramasser les fruits de palmier à huile laissés au sol dans les plantations après la récolte – une pratique déclarée illégale par la société et les autorités publiques et qui entraîne violences et abus dans toutes les plantations de Socfin en Afrique occidentale et centrale, elle explique : « Parce que si tu vous ne mangez pas pendant plusieurs jours, à quoi peut-on s'attendre ? ». Le documentaire présente les récits de plusieurs personnes qui ont été arrêtées et agressées pour avoir récolté des fruits de palmier dans des zones que Socfin revendique comme lui appartenant. Jenebra décrit ce que vivent de nombreuses personnes dont les terres ont été prises par Socfin : « À Malen, c'est insupportable. Nous n'avons ni brousse, ni moyens de subsistance, ni nulle part où aller », explique-t-elle.

Le groupe Socfin s'efforce de prendre ces distances vis-à-vis de ces accusations. À cette fin, il a

même fait appel à Earthworm, une ONG spécialisée dans l'amélioration de l'image des sociétés impliquées dans des violations des droits humains aussi graves que celles commises par Socfin. Les rapports d'Earthworm recensent et reconnaissent certains des conflits signalés, sans pour autant prendre de mesures concrètes pour les résoudre. (11) La stratégie de Socfin, en faisant appel Earthworm, semble avant tout avoir consisté à gagner du temps, à donner l'impression que des mesures sont prises et, en affichant une volonté d'agir face à des conflits anciens avec les communautés, à éviter, ou du moins à retarder, les décisions des actionnaires, telles que celle du fonds de pension public norvégien de vendre sa participation dans le groupe Bolloré en raison des conflits persistants avec les communautés.

Au Libéria également, les filiales de Socfin sont depuis longtemps à l'origine de conflits fonciers avec les communautés locales. Earthworm a également rédigé un rapport sur les conflits entre les filiales de Socfin – la Salala Rubber Corporation (SRC) et la Liberia Agriculture Company (LAC) – et les communautés affectées par leurs plantations. « Ces rapports décrivent des progrès qui n'existent tout simplement pas », a déclaré un dirigeant communautaire à propos des rapports d'Earthworm pour les années 2024-2025. « Ce que nous subissons au quotidien, ce sont des abus, de la négligence et de l'intimidation. » (12)

« Pendant trop longtemps, le groupe Bolloré a affirmé ne pas être responsable des abus auxquels nous sommes confrontés autour des plantations de Socfin, ce qui a permis à ces abus de se poursuivre. Cela ne peut pas continuer », affirme l'AFRISE dans le communiqué de presse collectif réagissant à la décision du fonds de pension public norvégien de céder ses actions dans le groupe Bolloré. La responsabilité de ces conflits incombe également à l'actionnaire majoritaire de Socfin, la famille Fabri, de Belgique : ensemble, le groupe Bolloré et la famille Fabri détiennent 93 pour cent des actions de la multinationale.

Évoquant la lutte des femmes de Malen et faisant écho à de nombreuses autres personnes qui se battent pour faire valoir leurs droits bafoués par Socfin, Aminata Sowa déclare : « Nous comprenons maintenant : la terre, c'est la vie. Nous sommes punies pour avoir défendu cette vérité. »

Les femmes continueront de lutter pour leurs droits et leurs territoires, et appellent les investisseurs internationaux et les bailleurs de fonds de la société à donner effet à leurs politiques d'entreprise et à cesser de financer et de tirer profit de sociétés qui bafouent les droits des communautés, portent atteinte à l'intégrité physique des femmes et portent atteinte à leurs droits à la terre.

Secrétariat international du WRM

Références :

- (1) Le groupe Socfin est présent, à travers diverses filiales, dans les pays africains suivants : Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Sierra Leone, Libéria, République démocratique du Congo et São Tomé-et-Príncipe. Et dans les pays asiatiques suivants : Cambodge et Indonésie. Pour plus d'informations, voir : [socfin.com](https://www.socfin.com)
- (2) Farmland Grab, 2026. [Norwegian pension fund dumps Bolloré for human rights violations at plantations](#)
- (3) WRM, 2024. [Cameroun : la résistance contre les opérations de replantation de la SOCAPALM est fertile !](#)
- (4) WRM, 2023. [Soutien aux femmes camerounaises qui résistent aux plantations industrielles de palmiers à huile !](#)
- (5) WRM, 2023. [Cameroun : Témoignages de femmes qui revendiquent leurs terres](#)

-
- (6) WRM, 2023. [Farmland Grab, 2023. Lettre des femmes riveraines de la SOCAPALM d'Edéa au Président de la République, S.E.M. Paul BIYA](#)
- (7) WRM, 2025. [Les communautés s'élèvent contre l'accaparement des terres et la violence de l'État](#)
- (8) WRM, 2020. Violence and Sexual Abuse Against Women in Oil Palm Plantations. [YouTube](#); et [Bloomberg, 2025. The Rubber Barons](#); et [La responsabilité des multinationales, 2025. Exploitation sexuelle, expulsions et pollution autour des plantations de Socfin](#)
- (9) Fian, 2019. [Accaparement de terres et huile de palme en Sierra Leone. Analyse du cas SOCFIN à la lumière des droits humains](#)
- (10) Women's Network Against Rural Plantations Injustice and Spaceman Media Consortium, 2026. Regarder la vidéo ici : [YouTube](#)
- (11) WRM, 2025. [Les ONG au service du pillage des territoires : le cas de la Earthworm Foundation](#)
- (12) Verity News, 2026. [Liberia's Plantation Communities Slam Socfin Reports as "False Progress," Say Abuses by SRC, LAC Continue Unchecked](#)